http://www.snetap-fsu.fr/CTREA-Auvergne-blocage-des.html

CTREA Auvergne : blocage des représentants du personnel

- En Région -

Date de mise en ligne : vendredi 15 février 2013

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Les représentants du personnel ont empêché la tenue du Comité Technique régional de l'enseignement agricole (CTREA) qui devait statuer sur les structures de formation intitiale pour la rentrée 2013 à la DRAF Auvergne à Marmilhat ce jeudi 14 février.

« Nous protestons car ces prévisions de structures se font dans un cadre de Dotation Globale Horaire insuffisante pour répondre aux besoins du service public d'enseignement agricole (EAP) Ainsi, de ce fait,ce gouvernement propose encore la fermeture de classes, dont une classe de seconde à Marmilhat (cette classe vient d'être ré-ouverte à la rentrée 2012 par le précédent gouvernement) et la non ouverture de classes. De plus, ces propositions de structures, préparées par la DRAF (Directrice Régional de l'Agriculture et de la Forêt) en relation avec le Conseil Régional confirme la volonté de fermer les petits établissements publics (LPA de Lapalisse aujourd'hui, le LPA de Pontaumur est dans la ligne de mire) et de privilégier un partenariat public privé. En effet le Conseil Régional, propose l'ouverture d'un bac pro service par apprentissage au CFA de Moulins en partenariat avec le Lycée privé du Mayet de Montagne, alors qu'à la Lapalisse, il y a toutes les structures pour accueillir ce bac pro par apprentissage (Existence d'un plateau technique que le Conseil Régional veut démonter). Le Conseil Régional et la DRAF anticipent et préparent (et ce n'est pas nouveau) la mise en oeuvre de l'Acte III de la décentralisation qui vise à régionaliser la carte des structures de toute le formation professionnelle et d'avoir un nombre d'étalissements publics moindre afin de pouvoir réduire les postes de fonctionnaires. Acte III de la décentralisation pour lequel le SNETAP avec la FSU se sont prononcés contre, "car ce transfert se traduirait par l'éclatement du service public national d'Éducation et serait un frein à la démocratisation du système éducatif et à l'élévation des qualifications car il serait soumis à la seule adéquation emploi/formation et aux lobbyings locaux"
Cette action se fait avec les autres syndicats élus au CREA : SUD-Rural et FO (SFOERTA) »

Copyright © Snetap-FSU